



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 13 (2026)

Faits saillants

- ❖ ASEAN-5 : une région à deux vitesses face aux chocs externes en 2026 (Nomura)
- ❖ Malaisie : Révision des perspectives de croissance et d'inflation, sous l'effet du choc pétrolier
- ❖ Philippines : Déclaration de « l'état d'urgence énergétique » par le président Marcos

LE CHIFFRE À RETENIR

3,2 Md EUR

d'investissements du
singapourien Silicon
Box en Italie (semi-
conducteurs)

Région

ASEAN-5 : une région à deux vitesses face aux chocs macroéconomiques externes en 2026

D'après les analyses de Nomura, les cinq principales économies de l'ASEAN (Indonésie, Thaïlande, Philippines, Malaisie, Singapour) entrent en 2026 dans une phase de divergence macroéconomique accrue, structurée par trois facteurs clés : choc énergétique, cycle technologique (IA) et exposition aux tensions commerciales. Deux blocs se dessinent clairement : d'un côté, Singapour et la Malaisie, tirées par les exportations technologiques et l'investissement, avec un écart de production (« output gap ») positif signalant des perspectives de croissance supérieures au potentiel ; de l'autre, Thaïlande, Indonésie et Philippines, pénalisées par des contraintes budgétaires, des vulnérabilités externes et des incertitudes politiques. Le choc énergétique lié au Moyen-Orient agit comme un choc négatif de termes de l'échange, particulièrement pour les Philippines et la Thaïlande (inflation, déficit courant), tandis que la Malaisie en bénéficie en tant qu'exportateur net. En parallèle, la dynamique IA soutient les économies les plus intégrées aux chaînes technologiques, renforçant la polarisation régionale. Sur le plan monétaire, Nomura anticipe une divergence des politiques : resserrement attendu à Singapour (via le taux de change) et en Malaisie (+25 pb), poursuite limitée de l'assouplissement en

Indonésie, mais fin des cycles de baisse aux Philippines et en Thaïlande. Enfin, les risques souverains augmentent dans les économies fragiles, avec des menaces de dégradation de notation en Indonésie et en Thaïlande, reflétant des trajectoires budgétaires sous tension.

L'ASEAN renforce ses liens avec la *Shanghai Cooperation Organisation*

Dans un contexte de tensions énergétiques et commerciales accrues, l'engagement de l'ASEAN avec la *Shanghai Cooperation Organisation* (SCO, réunissant la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et la Biélorussie), célébrant son 30^e anniversaire en 2026, s'est récemment intensifié, notamment à l'occasion du sommet de Tianjin en septembre 2025, qui a réuni plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (Indonésie, Malaisie, Vietnam, Cambodge, Laos, Birmanie) ainsi que le Secrétaire général de l'ASEAN. Si seuls le Cambodge (2015), la Birmanie (2023) et le Laos (2025) disposent d'un statut formel de partenaire, la participation croissante des principales économies de l'ASEAN aux formats élargis (SCO Plus) traduit une logique de diversification stratégique dans un contexte marqué par les politiques commerciales américaines et la montée des rivalités entre grandes puissances. Sur le plan économique, cette dynamique reste toutefois limitée : les liens commerciaux entre l'ASEAN et l'Asie centrale demeurent marginaux, et l'intérêt pour la SCO est principalement motivé par les opportunités offertes par ses membres majeurs (Chine, Inde, Russie), ainsi que par la recherche d'alternatives en matière de financements et d'infrastructures. Par ailleurs, l'ASEAN maintient une approche prudente afin de préserver sa centralité régionale et d'éviter un alignement trop marqué avec une organisation perçue comme dominée par Pékin et Moscou.

Indonésie

Le gouvernement indonésien envisage la mise en œuvre de « mesures d'efficacité budgétaire »

La hausse des prix du pétrole (104 USD pour le Brent, le 26 mars 2026) met les finances publiques sous pression, alors que les subventions au carburant représentent près de 15 % du budget de l'Etat et avaient été prévues sur une hypothèse de prix moyen du pétrole de 70 USD. Dans ce contexte, les autorités indonésiennes réfléchissent à la fois à limiter la consommation de carburant, ainsi qu'à réaliser environ 80 000 Md IDR (près de 5 Md USD) d'économies budgétaires, selon le Secrétaire d'Etat à la Présidence, Prasetyo Hadi. Pour ce faire, le gouvernement envisage la mise en œuvre d'une journée obligatoire de télétravail par semaine pour les fonctionnaires, encourageant également les entreprises privées à faire de même. La mesure, dont les modalités techniques n'ont pas encore été communiquées précisément, devrait entrer en vigueur après les vacances prolongées de l'Aïd el-Fitr. Selon le ministre des Finances, Purbaya Yudhi Sadewa, le télétravail pourrait réduire la consommation de carburant

d'environ 20 %. Le gouvernement étudie également d'éventuelles réductions de salaire pour les ministres et les parlementaires, ainsi qu'une diminution de l'usage quotidien des véhicules officiels. Cette proposition a reçu le soutien de plusieurs partis politiques de la coalition gouvernementale ainsi que des membres du cabinet. En parallèle, le gouvernement maintient les dépenses liées à ses programmes sociaux phares, notamment le programme de repas scolaires gratuits (MBG), dont le coût total est estimé à près de 20 Md USD, soit environ de 11 % du budget national.

Les compagnies aériennes indonésiennes en zone de turbulences

La hausse des prix mondiaux du pétrole, la dépréciation de la roupie indonésienne et la baisse du nombre de passagers due au conflit au Moyen-Orient pèseraient sur les compagnies nationales. L'Association indonésienne du transport aérien (Inaca) a indiqué que 70 % des coûts opérationnels des compagnies seraient libellés en dollars, alors que leurs revenus sont en roupies. Ainsi, l'appréciation du dollar alourdirait les coûts, tandis que la dépréciation de la monnaie nationale réduirait les revenus, selon l'association. Inaca souligne également une augmentation des dépenses pour les vols internationaux, notamment vers le Moyen-Orient et l'Europe, ainsi que des perturbations logistiques et une hausse du coût des pièces détachées pour la maintenance des avions. Du côté des revenus, les tensions en Iran auraient réduit le nombre de passagers à destination et en provenance du Moyen-Orient ainsi que le nombre de touristes européens vers l'Indonésie. Afin de réduire la pression sur le secteur, Inaca propose donc une augmentation de 15 % des surtaxes carburant et des plafonds tarifaires des billets. Fixé par décret du ministre des Transports, le plafond tarifaire a été établi en 2019, sur les bases d'un taux de change moyen de 14 136 IDR/USD (contre près de 17 000 IDR/ USD en mars 2026) et du prix du carburant aérien (avtur) autour de 10 442 IDR par litre (contre 14 000 à 15 000 IDR par litre en mars 2026). En plus de ces ajustements, Inaca demande le maintien de mesures de soutien temporaires, notamment le report de la TVA sur l'avtur et les billets domestiques, des allègements de redevances aéroportuaires et le rééchelonnement des paiements des frais d'aéroport et de navigation.

Malaisie

Révision des perspectives de croissance et d'inflation, sous l'effet du choc pétrolier

Maybank Research a revu à la baisse ses prévisions de croissance pour la Malaisie à 4,9 % en 2026 (contre 5,1 % précédemment), dans un contexte de choc stagflationniste lié à la hausse des prix de l'énergie et aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient. En parallèle, les anticipations d'inflation sont légèrement relevées à 1,8 % (contre 1,7 %). Bien que particulièrement exposée aux hydrocarbures du Golfe (69 % des importations de pétrole brut et 9 % de celles de diesel), la

Malaisie continue de bénéficier partiellement de son statut d'exportateur net d'énergie.

Sur le plan domestique, la hausse des prix du pétrole accentue la pression sur les finances publiques via le coût des subventions. Si le gouvernement maintient pour l'heure le prix du RON95 subventionné à 0,5 USD par litre, une réduction du quota mensuel actuel de 300 litres ne serait pas exclue en cas de prolongation du conflit. Par ailleurs, le ministère des Finances a indiqué que les prix des carburants non subventionnés seraient ajustés à la hausse à compter du 1er avril, de l'ordre de 0,15 USD par litre pour le RON97 et le RON95, et de 0,2 USD pour le diesel, dans un contexte où le prix du baril de Brent a progressé d'environ 77 % depuis le déclenchement de la crise. Enfin, des contrôles sur les achats de diesel seront introduits en Malaisie orientale (Sabah, Sarawak et Labuan) afin de limiter les risques de fuites de carburant subventionné et d'activités de contrebande.

Dynamisme du commerce extérieur, en dépit de risques croissants

La croissance des exportations a nettement ralenti à 10,8 % en g.a. en février 2026 (+19,6 % en janvier), tandis que les importations ont accéléré de 8,2 % (contre +4,8 %). Cette évolution a conduit à un resserrement de l'excédent commercial, qui s'établit à 4,1 Md USD (contre 5,4 Md USD).

Les exportations restent soutenues par le secteur manufacturier, en particulier les produits électroniques et électriques (+28,5 %), portés par le cycle technologique lié à l'IA, ainsi que par les équipements optiques et scientifiques (+42,9 %). Du côté des importations, la hausse est tirée par les flux liés à la réexportation (+24,8 %), reflet des recompositions des chaînes d'approvisionnement en Asie du Sud-Est, ainsi que par le rebond des importations de biens d'équipement (+15,4 %), traduisant la poursuite des investissements productifs.

Sur les deux premiers mois de 2026, les exportations progressent de 15,2 %, nettement plus rapidement que les importations (+6,4 %). Toutefois, les perturbations du trafic maritime dans le détroit d'Ormuz accentuent les risques pesant sur les chaînes d'approvisionnement ainsi que sur les coûts de transport.

Léger repli des réserves de change au mois de mars

Les réserves internationales de la Malaisie ont légèrement diminué de 200 M USD au cours des deux premières semaines de mars, pour atteindre 128,1 Md USD au 13 mars (contre 128,3 Md USD fin février). Cette baisse modérée s'explique principalement par un léger recul des avoirs en devises et des autres réserves, tandis que les composantes liées au FMI, aux droits de tirage spéciaux et à l'or sont restées stables.

Malgré ce repli, le niveau des réserves demeure confortable, couvrant 4,7 mois d'importations de biens et services et 0,9 fois la dette extérieure à court terme. Cette dernière, principalement constituée d'opérations de liquidité en devises des banques et

d'emprunts intra-groupes de multinationales, ne pèse pas directement sur les réserves, ce qui limite les risques pour la position extérieure du pays.

Singapour

Silicon Box investit 3,2 Md EUR dans une usine de semi-conducteurs en Italie

L'investissement de la start-up singapourienne Silicon Box de 4,7 Md USD (3,2 Md EUR, annoncé en 2025) dans la construction d'une usine dans le nord de l'Italie, est en cours de concrétisation en ce début d'année 2026. Il a été l'un des principaux projets de coopération économique et technologique mis en avant dans le cadre des consultations bilatérales Singapour-Italie de cette semaine. Le site de Novara devrait générer 1 600 emplois directs hautement qualifiés sur le territoire italien, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers d'emplois indirects dans la construction et la chaîne d'approvisionnement. Pour mémoire, Silicon Box incarne la volonté de la cité-Etat de monter en gamme dans le secteur des semi-conducteurs et de concurrencer les hubs taiwanais et coréens. Fondée par d'anciens dirigeants de Marvell Technology, la société est spécialisée dans l'assemblage, le packaging avancé et le test de puces *chipllets*, une technologie consistant à relier plusieurs micro-composants pour former des processeurs modulaires plus performants et moins coûteux. Le financement d'un tel projet est structuré autour d'un soutien public massif : la Commission européenne a validé une aide d'État italienne de 1,3 Md EUR, soit environ 40 % de l'investissement total, conditionnée au caractère « *first-of-a-kind* » du site et à son rôle dans la résilience de la chaîne d'approvisionnement européenne.

Inflation révisée à la hausse, vers un resserrement monétaire en avril ?

Dans un contexte de remontée progressive des pressions inflationnistes importées, les économistes anticipent un relèvement des prévisions d'inflation et un resserrement de la politique monétaire de la MAS dès avril 2026. Le choc énergétique lié aux tensions au Moyen-Orient entraîne une hausse des coûts d'importation, en particulier via les prix du pétrole, renforçant les risques haussiers sur les prix domestiques dans une économie très ouverte. Les projections suggèrent désormais une inflation autour de 1,5 % en 2026, contre 0,7 % en 2025, marquant une normalisation après une phase de désinflation. Dans ce contexte, la MAS pourrait accentuer l'appréciation du S\$NEER afin de contenir l'inflation importée, confirmant un biais plus restrictif de la politique monétaire. Cette évolution illustre un basculement du cadre macroéconomique singapourien d'un environnement dominé par les risques de ralentissement vers une phase de gestion préventive des pressions inflationnistes externes, avec un impact limité attendu sur la croissance à court terme.

Un début de ralentissement industriel prolongé par le choc énergétique ?

La production manufacturière singapourienne a reculé de 0,1 % en glissement annuel en février 2026, marquant une rupture après cinq mois consécutifs de croissance et contrastant fortement avec les anticipations de +14,1 % . Ce retournement est principalement lié au repli du secteur biomédical, sans lequel l'activité industrielle aurait progressé de 3,9 %. Alors que le contexte actuel est marqué par la hausse des prix de l'énergie liée au conflit au Moyen-Orient, les économistes anticipent un prolongement de la contraction de la production dans les prochains mois.

Vietnam

Vietnam - Russie : renforcement de la coopération énergétique et des infrastructures dans un contexte de tensions mondiales

En visite officielle à Moscou du 22 au 25 mars 2026, la visite du Premier ministre vietnamien Pham Minh Chinh a marqué le renforcement du partenariat énergétique entre le Vietnam et la Russie, dans un contexte marqué par les tensions géopolitiques et les incertitudes sur les approvisionnements énergétiques mondiaux. Au niveau politique, Pham Minh Chinh s'est entretenu avec de hauts responsables russes, dont le Président, le Premier ministre, le Président du Parti communiste, le Secrétaire du Conseil de sécurité et le Président de la Douma d'Etat, réaffirmant la volonté des deux pays de consolider leur partenariat stratégique global. Les échanges ont mis l'accent sur la nécessité de renforcer la sécurité énergétique et d'approfondir la coopération bilatérale dans les secteurs clés, notamment l'énergie, l'industrie, les infrastructures, le commerce et l'investissement. Sur le plan économique, Pham Minh Chinh a rencontré des acteurs du secteur énergétique russe, dont Zarubezhneft et Novatek, ainsi que des représentants du secteur privé lors d'un forum d'affaires bilatéral. Il a souligné l'importance de développer la coopération dans les hydrocarbures, le gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures énergétiques. Les entreprises russes ont exprimé leur volonté de soutenir le Vietnam dans la sécurisation de son approvisionnement énergétique et d'étendre leur présence sur le marché vietnamien. Au cours de cette visite, plusieurs accords ont été conclus, notamment l'accord pour la construction de la centrale nucléaire de Ninh Thuan 1, l'accord préliminaire avec Novatek sur l'approvisionnement en GNL ainsi que des accords entre Zarubezhneft et PetroVietnam pour l'exploration et l'exploitation de produits pétroliers. Le dernier jour de visite a été consacré aux sujets infrastructures, des technologies numériques et du transport ferroviaire. Pham Minh Chinh a rencontré de grands groupes russes du secteur des infrastructures et les dirigeants des

chemins de fer russes (RZD), mettant l'accent sur la relance du transport ferroviaire transnational entre le Vietnam et la Russie. Les deux parties ont également évoqué le développement des réseaux ferroviaires urbains à Hanoi et Ho Chi Minh Ville, ainsi que le transfert de technologies, la formation et la transition numérique et verte du secteur.

Transport aérien : Réduction de vols par Vietnam Airlines en prévision d'un éventuel choc énergétique

La compagnie aérienne nationale Vietnam Airlines a annoncé une réduction de plusieurs vols intérieurs à partir du 1 avril 2026, en raison d'un risque de pénurie de carburant (jet fuel) et de la hausse de son prix liée aux perturbations de l'approvisionnement mondial. Elle prévoit ainsi de supprimer 23 vols par semaine et de suspendre sept lignes intérieures. Parmi les itinéraires touchés figurent des liaisons entre Hai Phong et Buon Ma Thuot, Cam Ranh, Phu Quoc et Can Tho, ainsi que des vols au départ de Ho Chi Minh-Ville vers Van Don, Rach Gia et Dien Bien. Des surcoûts pourraient être appliqués sur les vols internationaux dès début avril pour compenser la hausse du coût du carburant. Depuis l'annonce de la Chine et de la Thaïlande de cesser toute exportation de kérosène (jet-A1), le Vietnam, qui importe les 2/3 de ses besoins en carburant, est exposé à un risque de pénurie.

Partenariat Stratégique Vietnam - UE

Jozef Síkela, Commissaire européen aux Partenariats internationaux, a effectué une visite officielle à Hanoï du 23 au 25 mars 2026, marquant la première visite d'un Commissaire européen depuis la signature du partenariat stratégique global entre l'Union européenne et le Vietnam en janvier 2026. Il a co-présidé le EU-Vietnam Global Gateway Business and Investment Forum (GGBIF) le 24 mars, durant lequel l'UE a annoncé la mobilisation d'un portefeuille d'investissement de 560 millions d'euros au Vietnam axés sur la transition énergétique, le développement de transports durables et le renforcement des infrastructures. L'Agence française de développement (AFD) et Proparco ont signé des accords de prêt de 152 M€ avec le groupe électrique vietnamien EVN pour financer le projet de centrale hydroélectrique de Bac Ai. Il s'inscrit dans un paquet d'investissements de près de 400 M€ appelé le JETP (« Just Energy Transition Partnership ») mobilisés par l'UE et ses institutions financières (dont l'AFD, la BEI, la KfW, PROPARCO, JICA et Cassa Depositi e Prestiti) pour soutenir la transition énergétique et les infrastructures durables au Vietnam. La facilité transport de 40 M€, financé par l'UE et mis en œuvre par l'AFD, visant à soutenir les projets ferroviaires, fluviaux et de mobilité urbaine, a également été lancée à cette occasion. Par ailleurs, l'UE et le Vietnam ont signé un programme de formation professionnelle TVET (Technical and Vocational Education and Training) pour un montant de 50 M€ en subvention, dont 10M€ seront mis en œuvre par Expertise France. Enfin, la facilité énergie européenne (Team Europe Energy Transition Facility (EETF)) a été réabondée à hauteur de 23 M€ en subvention.

Thaïlande

Conflit au Moyen-Orient : le gouvernement lève le plafond des prix à la pompe et opère un tournant vers des subventions ciblées

Cette semaine marque un tournant dans la gestion de la crise énergétique thaïlandaise. Face à l'aggravation des distorsions engendrées par le plafonnement des prix — pénuries à la pompe se multipliant dans plusieurs provinces, accumulation à grande échelle (la consommation journalière de diesel ayant augmentée de 65 à 85-100 millions de litres/jour) et contrebande transfrontalière facilitée par l'écart de prix entre pays voisins — le vice-Premier ministre et ministre des Finances Ekniti a annoncé le 25 mars l'abandon du plafonnement des prix de l'essence et du diesel, ainsi que la réduction des subventions. Il a ainsi déclaré que le plafonnement des prix avait entraîné des distorsions de marché, du stockage spéculatif et des pertes budgétaires inutiles. Le Comité de gestion du Fonds pétrolier a ainsi approuvé le 25 mars une hausse de 0,18 USD/litre (6 THB/litre) sur tous les carburants, effective dès le 26 mars au matin. Le diesel, qui culminait à 1,19 USD/litre (38,94 THB/litre) chez PTT, affiche ainsi une hausse de 18 % en une nuit. Cette décision intervient alors que le déficit cumulé du Fonds pétrolier (Oil Fund) atteignait 1,1 Md USD (35 Md THB) au 22 mars, avec une charge journalière de 80 M USD (2,59 Md THB /jour) devenue insoutenable. En substitution, le gouvernement s'engage à cibler ses aides vers les groupes les plus vulnérables (ménages modestes, agriculteurs, transporteurs), tout en envisageant une éventuelle taxe sur les bénéfices exceptionnels des raffineurs. Cette réorientation vers des mesures de soutien ciblées, encore sans calendrier précis, prévoit notamment des transferts directs aux 13,4 millions de bénéficiaires des cartes sociales, des aides au secteur du transport (coupons carburant ou versements via PromptPay pour les chauffeurs), un accompagnement des agriculteurs via la maîtrise du coût des engrais, ainsi que la promotion d'un diesel B20 moins cher pour les pêcheurs. Des ajustements sont également envisagés pour les entreprises, comme la révision des contrats publics (coefficient K) et la mise en place de prêts à taux préférentiels pour soutenir la trésorerie, sans retour à des subventions généralisées.

Coût de la vie : face à la crise énergétique, le gouvernement gèle les prix de 71 produits du quotidien et lance le projet "Thai Help Thai"

Face à la hausse des prix de l'énergie, le ministère du Commerce a lancé deux mesures complémentaires pour protéger le pouvoir d'achat des ménages. D'une part, le projet "Thai Help Thai" mobilise les grands distributeurs et fabricants (dont CP All, Central Retail, Thai Union et Thai President Foods) pour geler ou réduire les prix de marques distributeurs et de marques alternatives sur deux catégories

de produits : l'hygiène (savon, shampooing, lessive) et des produits alimentaires essentiels (riz, sucre, huile, sauce de poisson, nouilles instantanées, conserves). Le projet débutera en avril pour une durée initiale de deux mois. D'autre part, le Département du commerce intérieur propose d'étendre la liste des produits à prix contrôlés de 59 à 71 références, dont 13 nécessiteront désormais une autorisation préalable avant toute hausse de prix. Cette mesure a été soumise à l'approbation du comité interministériel des prix le 25 mars. Ces initiatives s'inscrivent dans un contexte où 69,9 % des Thaïlandais citent le coût de la vie comme leur principale préoccupation selon le sondage de l'Office national des statistiques publié le 17 mars (cf. [Brèves de l'ASEAN du 19 mars 2026](#)).

Aviation : les approvisionnements en carburant assurés jusqu'à fin avril malgré un doublement des prix

Le régulateur aérien thaïlandais (CAAT) confirme que les approvisionnements en carburant Jet A-1 restent suffisants, les réserves nationales couvrant environ trois mois, sans perturbation des opérations aériennes anticipée à ce stade. Le prix du Jet A-1 a néanmoins plus que doublé depuis février 2026, se répercutant sur les billets d'avion à hauteur de 10 à 15 %, notamment sur les liaisons Europe-Thaïlande où les passagers se reportent vers des vols directs plus coûteux. Pour les fêtes de Songkran (10-15 avril), six compagnies aériennes ont accepté à la demande de la CAAT une réduction de 15 à 30 % sur 11 routes domestiques, représentant 191 vols et 29 685 sièges supplémentaires. Une réduction de la taxe d'accise sur le carburéacteur n'est pas envisagée à ce stade mais pourrait être étudiée à la demande des compagnies.

Philippines

Déclaration de « l'état d'urgence énergétique nationale » par le Président Marcos

Le mardi 24 mars, le président Ferdinand Marcos Jr. a déclaré l'état d'urgence énergétique nationale face aux risques pesant sur l'approvisionnement pétrolier du pays liés au conflit au Moyen-Orient, faisant des Philippines le premier pays à adopter une telle mesure. L'Executive Order (EO) 110 autorise le Department of Energy (DOE) et d'autres agences gouvernementales à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour atténuer l'impact économique de la crise, bien que les leviers d'action soient fortement limités. Prévoyant notamment la création d'un comité interministériel, le Unified Package for Livelihoods, Industry, Food, and Transport (UPLIFT) Committee, l'EO restera en vigueur pendant un an, sauf prolongation ou levée par le président. Cette décision fait suite aux fortes tensions sur le marché pétrolier, dont les réserves nationales sont estimées à 45 jours. Depuis le début du conflit, les prix du carburant aux Philippines ont plus que doublé (+119 % pour le diesel, +69 % pour l'essence), le pays étant un importateur net de pétrole (environ 95%

de ses besoins), et dont la quasi-totalité du brut provient du Moyen-Orient (97%).

Mesures de sécurisation énergétique et diversification des approvisionnements

Face à la crise énergétique liée au conflit au Moyen-Orient, les Philippines cherchent à sécuriser leurs approvisionnements et à limiter l'impact sur les prix domestiques. Dans ce contexte, le Department of Energy (DOE) a autorisé un usage « provisoire et strictement réglementé » de l'Euro II, carburant répondant à une norme d'émission plus ancienne, pour certains usages de transports et industriels. Parallèlement, afin de sécuriser de nouvelles sources d'approvisionnement, les Philippines ont annoncé l'importation de pétrole russe, avec l'arrivée de 700 000 barils cette semaine, une première depuis cinq ans, dans un contexte où Washington a annoncé ne pas appliquer de sanctions sur certaines cargaisons de produits pétroliers russes pendant trente jours. Des discussions sont également en cours avec le Canada, les Etats-Unis et certains pays d'Amérique latine en vue de nouvelles livraisons. Enfin, pour limiter l'impact de la hausse des prix de l'énergie, le président Ferdinand Marcos Jr. a annoncé une réduction prochaine des taxes d'accises pétrolières et indiqué vouloir sécuriser des stocks de charbon pour deux à trois mois afin d'accroître la production des centrales électriques du pays.

Dépréciation du peso philippin à un niveau historique de 60,3 PHP pour 1 USD

Le lundi 23 mars, le peso philippin a clôturé à son niveau le plus faible jamais enregistré, à 60,3 PHP pour 1 USD (-2,5 % depuis le début de l'année). Cette dépréciation est alimentée par l'intensification du conflit au Moyen-Orient, qui renforce la demande pour le dollar et accroît les incertitudes sur le rebond de l'activité philippine compte tenu de sa forte dépendance aux importations et des risques inflationnistes associés. Par ailleurs, cette pression est amplifiée par un différentiel de taux défavorable avec la Fed. À noter toutefois l'existence de compensations partielles liées à la faiblesse du peso, notamment les remises de fonds des travailleurs philippins à l'étranger, libellées en dollars, et les exportations d'électronique et de semi-conducteurs.

Cambodge

Le gouvernement tente d'éteindre la flambée des carburants

La crise au Moyen-Orient provoque une contraction de l'offre de carburant au Cambodge, répercutant une hausse persistante des prix. Depuis le début du mois de mars, le prix du diesel a augmenté de 74 %, celui de l'essence de 40 %, et celui du GPL de 60 %. Ce dernier carburant est le plus touché par les pénuries. Un des sept fournisseurs du pays a déjà annoncé la cessation de ses livraisons à

partir du 1er avril. Le Vietnam, simple hub de transit qui importe 70 % de son GPL du Golfe (Qatar, Arabie Saoudite), assurait 38 % des approvisionnements cambodgiens en 2025. Limitant ses exportations pour protéger sa demande intérieure, il a contraint le Cambodge à se tourner vers la Malaisie, producteur de GPL. Pour soutenir le pouvoir d'achat de la population, le gouvernement privilégie des mesures de soutien à la demande (baisse de 60 % de la TVA sur les hydrocarbures, subvention sur le carburant à la pompe de 0,06 USD/l). Ces dispositifs, modérément efficaces, ne parviendront pas à contenir les coûts des transports et donc l'inflation. En outre, cela se fait au détriment d'une baisse des recettes fiscales : la TVA sur les hydrocarbures représente 3,9 % des recettes prévues pour 2026 par la loi de finances.

Levées en hausse, échanges en berne

La capitalisation boursière de la Cambodia Securities Exchange (CSX) a atteint 2,9 Md USD en 2025 (+5,1 % en g.a.). Fondée en 2012, la CSX compte 26 sociétés cotées (12 en actions, 14 en obligations). Elle a levé un total cumulé de 652 M USD depuis 2012, dont 264 M USD, sur la seule année 2025. Ce résultat a été porté par l'émission d'obligations d'entreprise, dont 200 M USD levés par la seule Acleda, deuxième banque de la place. Malgré une hausse de 18 % (en g.a.) du nombre d'investisseurs (> 70 000 fin 2025), la valeur des transactions a reculé de 19,5 %, atteignant 26,4 M USD. Le manque d'investisseurs actifs, l'émission de titres en riel dans une économie dollarisée et la faible culture financière de la population freinent le développement du marché secondaire. Pour renforcer la mobilisation des capitaux, le ministère de l'économie et des finances a lancé le plan décennal Securities Sector Development Strategy 2025-2035. Parmi ses objectifs à court terme (2025-2027), plusieurs mesures, dont l'introduction de titres de créance d'infrastructure et d'actifs numériques.

La filière automobile cambodgienne accélère

Le Conseil pour le développement du Cambodge (CDC) a validé deux projets industriels dans la filière automobile. Le premier concerne une usine d'assemblage de véhicules hybrides Lynk & Co. Elle sera la 11ème du secteur. L'industrie automobile est en pleine expansion au Cambodge : la moitié des unités déjà existantes ont été mises en service depuis 2025. Les exportations automobiles ont atteint 780 M USD en 2025 (+50,3 % en g.a.). Malgré cela, les importations ont augmenté de 60 %, témoignant d'une production intérieure encore insuffisante. Le second projet porte sur une usine de pneumatiques dans la province de Kratie. Elle renforce un réseau de sept usines, dont deux sont déjà implantées dans cette province, qui s'affirme comme un pôle de la filière. Le secteur se repose aussi sur une production locale de caoutchouc en développement. Les pneumatiques constituent désormais le 5ème poste d'exportations du pays ; avec 1,4 Md USD soit 4,6 % des exportations en 2025, elles ont progressé de 58 % l'an dernier. Ces projets s'inscrivent dans la stratégie du gouvernement de diversifier son tissu industriel au-delà du secteur du textile.

Laos

Le Laos sécurise en urgence ses approvisionnements en carburant

Face à une forte tension sur l'approvisionnement énergétique liée à l'escalade des tensions au Moyen-Orient, le Laos a annoncé le 24 mars 2026 la sécurisation de 14 millions de litres de diesel afin de stabiliser le marché domestique, après une hausse marquée des prix (plus de 7 000 kips laotiens (LAK)/litre début mars) et des pénuries localisées. Cette opération s'inscrit dans un contexte de forte vulnérabilité structurelle, le pays important plus de 97 % de son carburant, principalement de Thaïlande, dont les exportations ont été réduites de 25 % en mars. En parallèle, Vientiane a diversifié ses sources d'approvisionnement, notamment via un accord avec le Vietnam (jusqu'à 50 millions de litres) et le développement d'infrastructures transfrontalières de stockage. Des mesures de contrôle ont également été mises en place (reporting quotidien des stocks, lutte contre la rétention), tandis que les autorités cherchent à sécuriser des contrats supplémentaires à court terme.

Pouvoir d'achat sous pression : vers une forte hausse du salaire minimum ?

Les autorités laotiennes examinent une revalorisation du salaire minimum national dans un contexte de forte hausse du coût de la vie, avec des propositions allant jusqu'à 4,1 M de LAK (190 USD) par mois, contre 2,5 M de LAK actuellement. Réuni le 19 mars 2026, le comité national du travail a débattu de plusieurs scénarios : une hausse modérée portée par le gouvernement (3,6 M de LAK avec allocation), une proposition plus ambitieuse des syndicats, et une option intermédiaire des employeurs. Cette révision intervient alors que l'inflation atteint 6,2 % en février et que les prix de l'énergie ont fortement augmenté (carburants presque doublés en mars, dépenses énergétiques +24 % en glissement annuel), pesant sur les budgets des ménages.

Désenclavement : accélération du projet ferroviaire de 1,3 Md USD vers le Vietnam

Le gouvernement laotien a soumis le 24 mars 2026 à l'Assemblée nationale un projet de ligne ferroviaire de 562 km reliant Vientiane au port vietnamien de Vung Ang, pour un coût initial de 1,3 Md USD (et jusqu'à 6,6 Md USD au total). Développé en partenariat public-privé avec des acteurs laotiens et vietnamiens, ce projet constitue une priorité du plan de développement 2026–2030 et vise à offrir au Laos un accès direct à la mer, réduisant sa dépendance au transport routier et ses coûts logistiques. Conçu sur un écartement standard compatible avec la ligne Laos–Chine, il doit permettre des vitesses de 150 km/h (passagers) et 80 km/h (fret), avec une mise en service envisagée à l'horizon 2030. Au-delà de l'infrastructure, l'accord prévoit un accès prioritaire du Laos aux capacités portuaires de Vung

Ang, renforçant son intégration commerciale régionale.

Birmanie

Les pénuries de carburants et d'engrais exacerbent le risque alimentaire

La Birmanie fait face à un risque quasi-certain de chute de sa production agricole et de pertes post-récoltes sans intervention immédiate, d'après l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture. En cause, les pénuries de diesel et d'engrais, dont l'Iran serait devenu le principal fournisseur de la Birmanie au cours des trois dernières années. Ainsi, en prévision de la période de la saison rizicole de mousson qui débute en mai, les agriculteurs birmans seraient massivement présents dans les files d'attente pour l'essence, et se tourneraient vers le marché noir, malgré des prix bien plus élevés qui atteindraient 12 000 MMK/litre (7,7 USD au taux de change officiel), contre 3 800 MMK/litre (1,8 USD) à la pompe. Pour contexte, 12,4 M de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire en Birmanie, soit près d'un quart de la population.

Autorisation des investissements en renminbi

La *Myanmar Investment Commission* (MIC) autorise désormais les investissements en renminbi, selon son premier bulletin d'information de 2026. Le yuan renminbi devient ainsi la seconde devise autorisée, aux cotées du dollar américain. Selon la MIC, cette évolution vise à faciliter « l'investissement et répondre aux besoins des investisseurs ». Pour rappel, les investissements directs étrangers (IDE) en Birmanie sont stagnants et faibles (à 1,0 Md USD en 2024 et 2025) et principalement d'origine chinoise (21 % Chine continentale, 16 % Hong Kong).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtresor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtresor.gouv.fr gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr